

que les
finiront
travaux.

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA DÉCISION DE WASHINGTON DE CONSTRUIRE LA BOMBE A NEUTRONS

La production a déjà commencé
affirme le secrétaire américain à la défense

La production de la bombe à neutrons a commencé en septembre 1979, a déclaré lundi le secrétaire américain à la défense, Frank Carlucci. Le secrétaire américain à la défense a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que l'usine de fabrication de la bombe à neutrons, située à l'usine de fabrication de la bombe à neutrons, a commencé la production de la bombe à neutrons.

Le secrétaire américain à la défense a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que l'usine de fabrication de la bombe à neutrons, située à l'usine de fabrication de la bombe à neutrons, a commencé la production de la bombe à neutrons.

Le secrétaire américain à la défense a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que l'usine de fabrication de la bombe à neutrons, située à l'usine de fabrication de la bombe à neutrons, a commencé la production de la bombe à neutrons.

LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER
Réponse modérée des « 77 » aux États-Unis

De notre correspondant

Génève. — Après huit heures de délibérations, le groupe des « 77 » qui réunit cent vingt pays en voie de développement a fait, au cours de la conférence sur le droit de la mer, une déclaration qui a été qualifiée de « modérée ».

Le groupe des « 77 » a déclaré, au cours de la conférence sur le droit de la mer, que les États-Unis ont une attitude « modérée ».

Le groupe des « 77 » a déclaré, au cours de la conférence sur le droit de la mer, que les États-Unis ont une attitude « modérée ».

L'U.R.S.S. craint que la Chine
ne se dote aussi de l'arme à neutrons

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique a exprimé une inquiétude croissante à l'égard de la Chine, qui se dote de l'arme à neutrons.

M. Brejnev avait annoncé en 1978
une expérimentation soviétique

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique a exprimé une inquiétude croissante à l'égard de la Chine, qui se dote de l'arme à neutrons.

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique a exprimé une inquiétude croissante à l'égard de la Chine, qui se dote de l'arme à neutrons.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'HUMANITÉ, 11 août. — L'Union soviétique a exprimé une inquiétude croissante à l'égard de la Chine, qui se dote de l'arme à neutrons.

L'HUMANITÉ, 11 août. — L'Union soviétique a exprimé une inquiétude croissante à l'égard de la Chine, qui se dote de l'arme à neutrons.

L'HUMANITÉ, 11 août. — L'Union soviétique a exprimé une inquiétude croissante à l'égard de la Chine, qui se dote de l'arme à neutrons.

En France, le parti communiste
et le parti socialiste réagissent différemment

(Suite de la première page.)

Sans doute cette dernière préoccupation est-elle commune aux deux partis. Mais le parti communiste a une attitude plus réservée.

Le parti communiste a une attitude plus réservée.

Le parti communiste a une attitude plus réservée.

M. HERNU : une décision ambiguë

M. Charles Hernu, ministre de la Défense, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la France a une attitude « modérée ».

M. Charles Hernu, ministre de la Défense, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la France a une attitude « modérée ».

M. Charles Hernu, ministre de la Défense, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la France a une attitude « modérée ».

A TRAVERS LE MONDE

Mauritanie

Le commandant Ahmed Ould Mohamed a été nommé à la tête de la police nationale.

Somalie

Le gouvernement a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la Somalie a une attitude « modérée ».

سكوان الأصل

Les médicaments antiviraux : difficultés théoriques et expérimentales

100

AVENUE Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

Plus de vingt mois seront nécessaires pour rétablir une situation normale sur les aéroports américains

Au troisième jour de la grève des contrôleurs de trafic aérien américains, les deux parties en conflit commencent à s'entendre sur les conditions de leur attitude dans ce mouvement.

L'administration est maintenant déterminée à aller jusqu'au bout, à licencier 12 000 contrôleurs et à déchoir l'organisation professionnelle qui a appelé à la grève, la PATCO, de sa représentation syndicale. Un porte-parole de l'administration américaine à Paris a fait, lundi 10 août, le point des ajustements sur lesquels peut compter, en ce moment, l'administration fédérale. En trente semaines, 6-11 d'abord, seuls 5 000 contrôleurs (sur 17 000) auront réellement une fonction opérationnelle dans les centres régionaux et les tours de contrôle. Or, actuellement, plus de 8 000 personnes sont en poste : 3 513 contrôleurs non grévistes, 3 300 superviseurs, 1 700 « rapplés » (retirés depuis moins de cinq ans) et 854 militaires (qui contrôlent conventionnellement les mouvements militaires sur les aéroports civils, mais aident aussi les agents civils sous toutes les formes possibles).

Selon le porte-parole, on peut contrôler que le personnel de contrôle « n'a jamais été aussi qualifié qu'actuellement » et que « la sécurité est non seulement assurée, mais améliorée ».

« Si le trafic n'est assuré qu'à 75 % précise encore l'ambassadeur, c'est précisément pour assurer ce lent retour vers l'opération normale ».

La solution adoptée par le gouvernement ne va,

cependant, pas sans poser quelques problèmes. D'abord, on se préoccupe de savoir combien de temps les contrôleurs « occasionnels » résisteront à un labeur particulièrement lourd (en moyenne quarante-huit heures par semaine). Ensuite, il restera à son aise celui pendant six mois, et à court terme, sans doute, pendant un an, selon certains experts, avant qu'il ne revienne tout à fait normal.

Mais c'est surtout la solidarité manifestée par les contrôleurs de divers pays aux leurs collègues américains qui commence à inquiéter — moins, d'ailleurs, l'administration de Washington que les compagnies aériennes internationales. « Si les « aigilleurs » du ciel » français ont tenu le 11 août, le boycottage des vols transatlantiques décidés la veille (une dernière édition), ceux du Canada continuent de refuser le transit dans leur espace aérien des avions en direction ou en provenance des États-Unis. Les contrôleurs portugais ont adopté la même attitude, compromettant les liaisons avec les États-Unis par la route du Sud.

« Nous n'avons pas jusqu'ici « courriers islamiques » », déclare un porte-parole de l'administration américaine, « mais nous sommes prêts à accepter des revendications des contrôleurs américains, considérant que grévistes et à découvrir le secret de leur réaction sur l'opposition mondiale en étudiant l'histoire de l'aviation ».

TARIFS AÉRIENS TROP ÉLEVÉS

La Commission de Bruxelles veut faire le gendarme dans le ciel européen

La Commission des Communautés européennes vient de proposer au conseil des ministres un projet de règlement qui devrait la mettre en mesure d'appliquer les principes communautaires de concurrence aux compagnies aériennes, qu'elle se soit fait jusqu'à présent. Si sa proposition est adoptée, la Commission pourra demander des informations aux entreprises de transport aérien, procéder à des vérifications sur place, constater d'éventuelles infractions aux règles de concurrence et obliger les contrevenants à y mettre fin.

Depuis trois ans, la Commission de Bruxelles pousse à une plus grande concurrence aérienne et à l'instauration d'une plus grande concurrence entre les compagnies aériennes. Elle pense que, sur ce continent, le voyage en avion coûte trop — trop — cher. Elle n'est pas seule. Le Parlement européen et le Conseil des ministres ont, en 1978, adopté une directive relative à la concurrence dans le transport aérien. Mais, jusqu'à présent, la Commission n'a pu faire que constater l'absence de concurrence. Elle a constaté que les compagnies aériennes nationales de l'Europe, en vertu de la directive, ont des tarifs de transport aérien qui sont plus élevés que ceux des compagnies étrangères. Elle a constaté que les compagnies nationales de l'Europe ont des tarifs de transport aérien qui sont plus élevés que ceux des compagnies étrangères.

En conséquence, nous proposons notre correspondant, M. de la Commission de Bruxelles, de faire le gendarme dans le ciel européen. Elle a constaté que les compagnies aériennes nationales de l'Europe, en vertu de la directive, ont des tarifs de transport aérien qui sont plus élevés que ceux des compagnies étrangères. Elle a constaté que les compagnies nationales de l'Europe ont des tarifs de transport aérien qui sont plus élevés que ceux des compagnies étrangères.

Des comparaisons faussées. Avant même d'être aidé sollicité, les compagnies ont souvent répondu aux critiques. L'argument le plus répandu est le plus évident : la directive n'a pas été mise en œuvre. Les compagnies nationales de l'Europe ont des tarifs de transport aérien qui sont plus élevés que ceux des compagnies étrangères.

AUX ÉTATS-UNIS

Douze mille licenciements et quelques inquiétudes

Washington. — Une semaine après le déclenchement de la grève des contrôleurs aériens, l'administration Reagan semble avoir gagné son pari initial : les avions de ligne ont repris leur vol normal. Mais, derrière cette victoire apparente, se cache une situation inquiétante. L'administration Reagan a annoncé qu'elle allait licencier 12 000 contrôleurs aériens. Cette annonce a provoqué une réaction de colère chez les contrôleurs aériens, qui ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

De notre envoyé spécial. Les contrôleurs aériens américains ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

La belle assurance du ministre des transports n'est plus comptant tout à fait sans faille. Ce projet de licenciement de 12 000 contrôleurs aériens a provoqué une réaction de colère chez les contrôleurs aériens, qui ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Pour la première fois, M. Robert Felt, président du syndicat des contrôleurs aériens, a déclaré qu'il avait prévu de se battre. Il a déclaré qu'il avait prévu de se battre. Il a déclaré qu'il avait prévu de se battre.

Le ministre des transports, M. Dore Lewis, a déclaré qu'il était prêt à négocier. Il a déclaré qu'il était prêt à négocier. Il a déclaré qu'il était prêt à négocier.

M. Felt et ses amis ont été d'autant plus surpris par la réaction de la fraction des contrôleurs qui ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

M. Felt et ses amis ont été d'autant plus surpris par la réaction de la fraction des contrôleurs qui ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

AU CANADA

Des « aigilleurs » solidaires mais mis au pas

De notre correspondant

Montréal. — Les avions sont en l'air, mais les contrôleurs aériens ne sont pas en train de travailler. Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Outre des perturbations dans les vols internationaux, 55-60 vols entre le Canada et les États-Unis ont dû être annulés. Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les contrôleurs aériens ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

RÉGIONS

Provence-Alpes-Côte d'Azur

LA CENTRALE DE GARDANNE EN TOUTE IMPUNITÉ

Du soufre dans le ciel de Provence

M. Michel Crépeau a visité le 24 juillet dernier la centrale électrique de Gardanne (Bouches-du-Rhône), qui doit produire 2 000 mégawatts de puissance thermique. Cette centrale est la plus grande d'Europe. Elle est la plus grande d'Europe.

Puisqu'il semble manquer au tout-nucléaire pour l'approvisionnement énergétique du pays, les Bouches-du-Rhône ont augmenté la capacité de leur centrale de Gardanne. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

Mais les Bouches-du-Rhône ont augmenté la capacité de leur centrale de Gardanne. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

Deuxième motif : la centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

La centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

La centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

La centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

La centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

La centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

La centrale de Gardanne a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts. Depuis 1978, elle a augmenté sa capacité de 2 000 mégawatts.

projetés sans opérationnel. Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

La coopération favorable aux voyageurs

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

Les compagnies ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas licencier sans combattre.

